



l'étincelle

Renault menacé par deux
mois de confinement...
et des années de
course au profit

facebook.com/npaetincelle pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire vendredi 29 mai 2020

Renault déconfiner les emplois

La direction de Renault veut réduire ses effectifs de 15 000 postes dans le monde, dont 4 600 en France. L'usine de Flins passerait de 2 600 salariés à 1 600. Fini l'assemblage de véhicules, elle deviendrait un « écosystème d'économie circulaire » ! Idem à Maubeuge qui perd l'assemblage des véhicules utilitaires. Renault compte bien se débarrasser aussi des Fonderies de Bretagne, des sites de Dieppe ou de Choisy. Une vraie saignée.

Un plan de sauvetage... des actionnaires

Jean-Dominique Senard avait annoncé en début de semaine un changement de modèle économique et la fin de la course au volume, chère à Carlos Ghosn qui rêvait d'être à la tête du premier constructeur mondial. Mais le nouveau président de Renault nous ressort toujours le même modèle de réduction des coûts et des effectifs.

Le coronavirus a bon dos. En fait, Renault préparait ces mesures bien avant la pandémie. En janvier 2020, la directrice par intérim de Renault, Clotilde Delbos avait déclaré préparer un plan d'économie de deux milliards d'euros et n'avoir « aucun tabou » sur les fermetures d'usine. En effet.

Renault irait mal ? En 10 ans, de 2010 à 2019, le groupe Renault a engrangé 25 milliards d'euros de bénéfices. Aujourd'hui, Renault dispose de 10 milliards de trésorerie. On a connu pire.

A quoi ont donc servi tous les accords de compétitivité ? En 2013, la direction de Renault avait sorti son « *Contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France* ». En 2017, elle faisait le coup du « *Contrat d'Activité pour une Performance durable de Renault en France* », dit « *CAP 2020* ». Résultat, les effectifs en France ont chuté de 12 % en 10 ans. Et ça continue. En 2020, l'« *Accord de solidarité et d'avenir* » de Renault débouche sur un nouveau plan de suppressions d'emplois.

De son côté, le gouvernement lance son plan de sauvetage de l'automobile de 8 milliards d'euros, dont 5 milliards à Renault. Mais ce prêt, tout comme le paiement par l'Etat d'une grande partie du chômage partiel, n'est pas conditionné au maintien des emplois.

Il est temps d'arrêter ces faux sauvetages qui ne visent qu'à sauver les profits et les dividendes des actionnaires.

Relocaliser ou sortir du capitalisme ?

Pendant qu'il laisse Renault supprimer des milliers d'emplois, Bruno Lemaire, le ministre de l'Economie, parle de relocaliser l'industrie automobile. Le même refrain est repris de Le Pen à Mélenchon, en passant par Les Républicains ou le PS. Le patronat pourrait même être pour, à condition de baisser davantage le « coût du travail », c'est-à-dire les salaires et les acquis sociaux, et d'augmenter le temps de travail. Car le problème, c'est bien le patronat et sa recherche du profit. Ceux qui n'en parlent pas sont soit des naïfs, soit des démagogues. Avant de relocaliser, il faudra donc commencer par « dépatronner ».

Il s'agit de refuser les lois du capitalisme qui nous entraînent de crise en crise dans le seul but de maintenir le pouvoir et les richesses d'une minorité de nantis. Les banques centrales sont prêtes à inonder les marchés financiers de milliards de milliards d'euros ou de dollars pour sauver le système capitalisme... « *quoi qu'il en coûte* » pour les travailleurs. Ben voyons !

Un plan de relance des luttes

Les salariés de Renault ne sont pas les seuls dans le collimateur. Tout le secteur automobile (PSA, équipementiers, sous-traitants...) est visé. Idem dans l'Aéronautique ou le Commerce. Aucun secteur, aucun salarié ne peut se croire à l'abri. Cela implique d'en finir avec ces plans censés sauver les emplois, mais qui les détruisent. Cela implique de ne pas se battre entreprise par entreprise, les uns après les autres, au gré du calendrier patronal.

C'est un mouvement d'ensemble que les travailleurs doivent engager pour stopper cette épidémie de fermetures de site et de suppressions d'emplois. En se mettant en lutte et en s'adressant aux salariés des autres entreprises, tout deviendrait possible.

L'heure est à la riposte

Les révélations dans la presse sur le vaste plan de restructuration concocté par les patrons de l'Alliance Renault-Nissan se confirment. Nissan a annoncé des réductions d'effectifs, entre 12 000 et 20 000 suppressions de postes dans le monde, et des fermetures de sites. Renault annonce de son côté 15 000 suppressions de postes, dont 4 600 en France. Plusieurs usines sont menacées de liquidation partielle ou totale à Flins, Choisy-le-Roi, Dieppe, Caudan ou Maubeuge. L'ingénierie n'est pas épargnée. Au Technocentre de Guyancourt, où une bonne partie des prestataires ont déjà été remerciés, 1 500 postes doivent être supprimés.

Ces attaques visent non seulement l'emploi et les conditions de vie et de travail des salariés du groupe, mais aussi ceux des intérimaires et des sous-traitants qui en dépendent. C'est tous ensemble, quelle que soit notre catégorie, ouvriers, intérimaires, prestataires ou ingénieurs qu'il faut riposter !

Volontaires désignés d'office

Renault veut supprimer 4 600 emplois en trois ans en France, moitié cadres et ingénieurs, moitié ouvriers. La direction promet qu'ils se feront sans licenciement, avec « *des mesures de reconversion, des mobilités internes et des départs volontaires* ». Mais comment oser parler de « volontariat » quand son activité est supprimée ou délocalisée ?

Les fondeurs montrent l'exemple

A Caudan près de Lorient, les salariés de la Fonderie de Bretagne, filiale de Renault, sont en grève depuis lundi 25 mai, dès qu'ils ont appris les rumeurs de fermeture de leur site. La direction de Renault annonce désormais une « *revue stratégique* » de l'usine, qui a été en partie remise à neuf suite à un incendie en mai 2019. Mais c'est bien sa fermeture ou sa vente (à condition de trouver un repreneur et des commandes), qui est au programme. Seule l'extension de leur grève peut faire reculer Renault.

Pas de clair de lune à Maubeuge

Après avoir annoncé le 25 mai qu'elle prévoyait un « *transfert de l'activité d'assemblage de véhicules de son usine de Maubeuge vers Douai* », la direction de Renault parle de « *concertation pour étudier à partir des usines de Douai et de Maubeuge la création d'un pôle d'excellence optimisé des véhicules électriques et utilitaires légers dans le nord de la France* ». De la poudre aux yeux. Il ne resterait à MCA que l'emboutissage, représentant à peine 300 emplois, alors que l'usine représente à elle seule un bassin d'emplois de 15 000 personnes. Les salariés ont manifesté le 25 mai et appellent la population à les rejoindre pour une autre manifestation samedi 28 mai. C'est la phase 2 du déconfinement des luttes.

Se méfier des faux amis

Alors que Renault annonce des fermetures massives, des députés de La République en Marche sont allés manifester contre la fermeture de Renault à Maubeuge. Emmanuel Macron a même déclaré qu'il soutenait « *les salariés de Renault Douai et Maubeuge* ». Quelques jours auparavant son ministre de l'économie, Bruno Lemaire, qui a orchestré ces dernières années les fermetures de plusieurs sites automobiles comme GM&S ou Ford Blanquefort, avait pourtant reconnu que les prêts de l'Etat ne comportaient « *aucune exigence, notamment en matière d'emploi* ». Pour défendre son emploi, il ne faudra pas compter sur ce gouvernement.

Zoéphilie passagère

Alors qu'elle annonce que Zoé sera le dernier véhicule assemblé à Flins, la direction de Renault continue de faire trimer les salariés du site en augmentant les cadences. Le retour à la normale, ça ne fait pas rêver. Un zèle qui s'explique par le fait que les ventes de véhicules électriques compensent celles des voitures plus polluantes dans la fixation des amendes antipollution (normes CAFÉ). Il ne reste plus qu'à trouver des acheteurs...

Vive l'Europe des travailleurs

Nissan a confirmé son intention de fermer ses usines de Barcelone en Espagne. Une partie des 3 000 salariés de Barcelone sont en grève illimitée depuis le 4 mai. Un exemple à suivre pour les travailleurs de Renault en France : tous menacés, tous solidaires !

Licenciements sans frontières

L'usine Renault de Oued Tlelat, près d'Oran en Algérie, est elle aussi sérieusement menacée de fermeture. Ses 1 300 salariés au chômage technique depuis février viennent d'apprendre que celui-ci est prolongé pour au moins trois mois supplémentaires. Le gouvernement algérien, sous pression de la rue depuis plus d'un an, a en effet mis fin au régime préférentiel pour l'importation des lots SKD/CKD destinés au montage des véhicules. Privée de la rente que lui assurait la dictature algérienne, Renault entend en faire payer le prix aux travailleurs.

Un plan de rupture

Le gouvernement a lancé un nouveau plan de relance automobile. Au menu : des aides à l'achat de véhicules électriques ou hybrides, mais aussi essence ou diesel. Le gouvernement fait le grand écart entre son affichage écolo et l'aide à l'achat de véhicules plus polluants pour vider les stocks. Pour sauver à la fois les emplois des salariés de l'automobile et le climat, c'est le système capitaliste qu'il faut changer, avec un plan de rupture et pas un plan de relance.